

L'Afrique subsaharienne est une région très complexe composée de 47 pays ayant connu sept histoires coloniales distinctes. Elle est également très diversifiée puisqu'elle compte 700 millions d'habitants issus d'au moins un millier de groupes ethniques. Le développement de l'Afrique est une priorité stratégique. Le continent compte quelques-uns des pays les plus pauvres au monde. Au cours des vingt dernières années, le nombre de pauvres y a doublé pour atteindre 300 millions — soit plus de 40 % de la population totale. L'Afrique accuse un retard dans la réalisation de la plupart des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) et a peu de chances de les atteindre d'ici à 2015.

Les mauvais résultats du secteur de l'agriculture constituent l'un des principaux freins au développement de l'Afrique. Ce secteur revêt une importance de premier plan pour la région du fait qu'il représente une part notable du produit intérieur brut (PIB) et de l'emploi. Sa mauvaise performance tient à différents problèmes qui sont particuliers à l'agriculture africaine et font de son développement un enjeu complexe. La mauvaise gouvernance et les conflits qui sévissent dans plusieurs pays ne font que compliquer la situation. L'IEG a mesuré l'efficacité de l'aide apportée par la Banque mondiale en vue de résoudre les obstacles au développement agricole en Afrique entre les exercices 91 et 06 dans le cadre d'une étude pilote préalable à une évaluation plus générale de l'assistance qu'elle fournit à l'agriculture à l'échelle mondiale.

La conclusion essentielle de l'étude est que le secteur agricole a été négligé tant par les gouvernements que par la communauté des bailleurs de fonds, Banque mondiale comprise. La stratégie de la Banque pour l'agriculture a progressivement été intégrée à un objectif rural de plus grande envergure où elle est passée au second

plan. Les compétences techniques nécessaires à l'appui du développement agricole se sont en conséquence amenuisées au fil du temps, phénomène qui a lui-même entretenu cette situation.

L'aide modérée – et, jusque récemment, en repli – apportée par la Banque mondiale pour remédier aux problèmes de l'agriculture n'a pas été utilisée de manière stratégique pour satisfaire aux besoins divers d'un secteur qui appelle des interventions coordonnées dans divers domaines. Les prêts consentis par la Banque ont été « dispersés » entre différentes activités agricoles, telles que la recherche, la vulgarisation, le crédit, les semences et les réformes de l'espace rural, mais sans guère tirer parti de leurs synergies éventuelles pour favoriser valablement le développement agricole. En conséquence, malgré la réussite comparative affichée dans certains domaines, comme la recherche, les résultats ont été limités en raison des liens ténus avec la vulgarisation et de la disponibilité insuffisante d'intrants complémentaires et critiques tels que les engrais et l'eau. La Banque mondiale n'est donc pas parvenue véritablement au développement de l'agriculture africaine.

Les problèmes de l'agriculture africaine

La production agricole africaine a progressé, mais il est difficile de calculer un taux qui rende réellement compte de cette progression à l'échelle de la région pour la période couverte par l'étude, en raison des disparités importantes entre les pays et des variations dans le temps. Dans certains pays, comme le Gabon, les résultats médiocres enregistrés entre 1990 et 2000 se sont redressés entre 2000 et 2004. D'autres, comme le Malawi, ont connu une évolution inverse. La mutation a souvent été spectaculaire, ce qui fait que les taux de croissance agrégés sont trompeurs. En Angola, par exemple, l'agriculture a progressé de 13,7 % par an entre 2000 et 2004, alors qu'elle avait reculé de 1,4 % par an entre 1990 et 2000. Un quart seulement des pays de la région, dont le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Nigéria et la Tanzanie, affichent une croissance agricole régulière de plus de 3 % pour la période comprise entre 1990 et 2004.

Les cultures vivrières constituent l'essentiel de la production agricole totale de l'Afrique. Les cultures d'exportation en représentent moins de 10 %. Si certaines cultures d'exportation, dont le coton, ont concouru à l'allègement de la pauvreté dans des pays tels que le Burkina Faso, le rendement des cultures vivrières a été médiocre presque partout. Même pendant la période comprise entre 2003 et 2005, les rendements céréaliers de l'Afrique ont été inférieurs de plus de moitié à ceux de l'Asie du Sud et d'un tiers à ceux de l'Amérique latine. L'Afrique est également en retard par rapport à d'autres régions en termes de pourcentage de terres agricoles irriguées, d'utilisation d'engrais, et de productivité du travail et de la terre par travailleur. Alors que les progrès remarquables de la production agricole de l'Asie du Sud entre 1961 et 2001 ont essentiellement été dus à la hausse des rendements, l'augmentation de la production alimentaire en Afrique a principalement tenu à l'expansion des terres cultivées. Pendant ce temps, les rendements agricoles ont stagné.

En 1973, l'Afrique est devenue importatrice nette de produits alimentaires. Par la suite, la produc-

tion alimentaire n'a pu s'adapter à la flambée démographique, et les importations ont rapidement augmenté. Dans le même temps ses exportations, essentiellement composées de produits agricoles, ont fléchi ; sa part du marché mondial pour plusieurs produits de base, dont le café, s'est volatilisée. Les subventions agricoles des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont puissamment contribué à maintenir le prix de plusieurs de ces produits à un bas niveau ce qui, entre autres facteurs, a pénalisé la rémunération des agriculteurs.

En Afrique, l'agriculture est principalement une activité familiale. La majorité des agriculteurs sont de petits exploitants qui possèdent entre 0,5 et 2 hectares de terre, selon les facteurs socioculturels. Les femmes constituent environ 50 % de la main d'œuvre et produisent l'essentiel des cultures vivrières consommées par la famille.

Les terres agricoles se répartissent entre plusieurs zones agroécologiques qui couvrent différents pays. La pauvreté des sols, la forte variabilité des précipitations et la fréquence élevée des sécheresses en sont les principales caractéristiques. L'infrastructure de transport est insuffisante, l'accès à l'irrigation limité et, en cas d'agriculture pluviale, l'insécurité alimentaire chronique est une réalité pour des millions de petits agriculteurs. Pour survivre dans cet environnement hostile, la plupart des agriculteurs ont recours à des stratégies d'adaptation diversifiées. Pour être certains d'obtenir un minimum de produits de leur terre, ils plantent habituellement plusieurs variétés végétales (une dizaine au moins en général) ayant des cycles de maturation différents, ainsi que des arbres. Le bétail est aussi pour eux une source importante de sécurité, surtout en période difficile. L'accès au crédit du petit exploitant type est aussi extrêmement restreint. Les cultures rustiques, comme le millet, le sorgho, le manioc et d'autres plantes à racines, sont plus importantes que des céréales telles que le riz et le blé, qui ont été à la base de la Révolution verte en Asie.

Dans ce contexte, pour inciter les agriculteurs à

pratiquer une agriculture intensive et à prendre le risque de semer de nouvelles variétés, plusieurs facteurs doivent être réunis, ou tout du moins s'enchaîner de manière optimale, à savoir : l'accès à des semences des semences améliorées, à l'eau, à des crédits et aux marchés ; de judicieux conseils de vulgarisation ; et des rendements suffisants, en l'absence de distorsion des prix des intrants et des extrants. Une stratégie de développement de l'agriculture en Afrique doit tenir compte de chacun de ces facteurs dans le cadre des particularités propres au continent et des situations locales spécifiques.

L'agriculture africaine : Approches antérieures

Jusque très récemment, le développement agricole de l'Afrique a été négligé tant par les autorités nationales que par les bailleurs de fonds. Dans les années 60, tout de suite après l'indépendance, les gouvernements de plusieurs pays africains voyaient avant tout dans l'agriculture un moyen de produire des ressources pour l'industrialisation. Plus tard, dans les années 70, la Banque mondiale a été la première à adopter pour le continent un modèle de développement plus large, qui s'inscrivait dans l'évolution plus générale de la théorie du développement. L'institution a ainsi adhéré au développement rural intégré pour s'attaquer de front à la pauvreté et au sous-développement ruraux en Afrique. Au milieu des années 80, alors que les pays africains étaient confrontés à de graves crises budgétaires, les bailleurs de fonds ont donné priorité à l'allocation plus efficace des ressources et ont appelé à des réformes du système de commercialisation des produits agricoles. Les réformes structurelles n'ont cependant pas permis de produire les résultats souhaités en termes de croissance.

Le rôle de l'aide

Entre 1981 et 2001, l'aide bilatérale et multilatérale au développement de l'agriculture africaine a diminué, passant de 1 921 millions de dollars à 997 millions de dollars (en dollars de 2001). Les prêts émanant de ces deux sources ont augmenté depuis lors suite au recentrage des priorités sur le développement de l'Afrique. Les

données de l'OCDE montrent que si la contribution globale des bailleurs de fonds bilatéraux a été comparativement supérieure, la Banque mondiale a été le principal donateur à l'agriculture africaine entre 1990 et 2005, les plus gros bailleurs de fonds bilatéraux étant les États-Unis et le Japon.

Les apports de capitaux étrangers privés sont modestes en comparaison aux apports bilatéraux et multilatéraux (Hazell et von Braun 2006). L'investissement commercial privé dans l'agriculture africaine s'est en grande partie cantonné aux cultures d'exportations et aux zones présentant un meilleur potentiel. Plusieurs entreprises semencières internationales ont investi dans la multiplication de semences de maïs et, en septembre 2006, la fondation Rockefeller et la Fondation Bill et Melinda Gates ont donné le coup d'envoi à un nouveau partenariat pour aider l'Afrique à développer son agriculture.

Le potentiel de l'agriculture et la stratégie de la Banque mondiale

Pour que l'Afrique atteigne les ODM, il faudra réaliser le potentiel du secteur agricole et prêter l'assistance nécessaire pour que celui-ci concoure à la croissance et à la lutte contre la pauvreté. Les études de Dorosh et Haggblade (2003) et de l'IFPRI (2006a) ont constaté que les investissements dans l'agriculture sont généralement plus bénéfiques aux pauvres que des investissements équivalents dans l'industrie manufacturière.

La Banque mondiale n'a pas adopté de stratégie particulière pour l'agriculture en Afrique, si ce n'est dans le cadre de ses stratégies globales de développement rural et, avec le temps, sa stratégie agricole a été intégrée à un projet rural de plus grande ampleur. Plus récemment, toutefois, le Plan d'action pour l'Afrique a pris le potentiel de croissance du secteur agricole en considération.

L'assistance globale de la Banque mondiale et son évaluation

Entre les exercices 91 et 06, la Banque mondiale a consenti aux pays de la région Afrique des prêts

à l'investissement (par opposition aux prêts d'ajustement) dans l'agriculture d'un montant de 2,8 milliards de dollars, soit 8 % du montant total des prêts à l'investissement qu'elle a accordés à la région. Une part substantielle de ces prêts a revêtu la forme de composantes agricoles de projets ruraux. La Banque a par ailleurs approuvé 77 prêts à l'appui des politiques de développement comportant un volet agricole. Dans 18 d'entre eux, l'agriculture était une composante appréciable.

Ces prêts limités à l'investissement ont obtenu des résultats insuffisants. Selon les données du GIE, le pourcentage de projets d'investissement essentiellement agricoles dont les résultats ont été jugés satisfaisants entre 1991 et 2006 (60 %) est inférieur à celui des projets d'investissement non agricoles dans la région (65 %). Il est aussi inférieur à celui de projets d'investissements similaires dans d'autres régions de la Banque mondiale, dont 73 % ont affiché des résultats satisfaisants. Leurs notes de viabilité ont également été inférieures à la moyenne. Bien que d'autres analyses s'imposent, l'étude a observé que les projets à forte composante agricole conduits dans les pays où les conditions sont moins propices à l'agriculture ont enregistré de meilleurs résultats que des projets analogues exécutés dans des pays où les conditions sont plus favorables.

Pour appuyer le développement agricole en Afrique, la Banque mondiale a axé ses opérations sur les prêts, les études analytiques et les activités de conseil. Jusque très récemment, les études analytiques – nécessaires au diagnostic des problèmes et à la définition d'interventions, ainsi qu'à la formulation de conseils stratégiques et aux opérations de prêt – étaient rares, dispersées, de qualité variable et peu accessibles. L'IEG a en outre constaté qu'il n'existait pas de procédures particulières pour vérifier que les dialogues avec les autorités et les négociations de prêts prennent systématiquement en compte les conclusions de ces études.

L'IEG a observé que les prêts accordés par la Banque mondiale ne tenaient pas compte de

l'interdépendance des activités agricoles. Au contraire, ils ont été répartis sur un éventail d'opérations portant sur le secteur rural, notamment la recherche, la vulgarisation, la réforme de la commercialisation, la lutte contre la sécheresse, le développement de semences et les transports, mais ont fait peu de cas des liens qui les unissent et de la nécessité de développer ces domaines simultanément, ou tout du moins selon un enchaînement optimal, pour favoriser efficacement le développement agricole. Si, à compter du milieu des années 80, la stratégie rurale plus globale de la Banque se justifiait, elle a eu pour conséquence imprévue de faire perdre de vue la nécessité de conduire certaines activités essentielles au développement de l'agriculture dans l'espace rural simultanément ou selon un agencement optimal.

L'examen de l'IEG a constaté qu'aucun des dix premiers pays emprunteurs, dont la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, l'Ouganda et la Tanzanie, n'avait bénéficié d'une aide *homogène* et *simultanée* dans tous les sous-secteurs critiques. Il ne s'agit pas de proposer que la Banque mondiale apporte seule ce type d'assistance (un partenariat serait selon toute probabilité plus efficace), mais on pourrait s'attendre à ce qu'elle prenne l'initiative d'encourager une démarche pluridimensionnelle de cette nature, fondée sur son avantage comparatif en tant qu'institution de prêt multisectorielle.

Les résultats par domaines

Une évaluation des réussites et des lacunes de l'aide apportée par la Banque mondiale dans chaque grand domaine dévoile un bilan mitigé :

Diversité agroécologique. L'assistance de la Banque mondiale a permis de renforcer la capacité des systèmes nationaux de recherche et de mettre sur pied des stations dans les différentes zones pour orienter les études sur l'agroécologie. Il ne semble cependant pas que ses projets dans des domaines autres que la recherche aient systématiquement adapté les opérations aux spécificités agroécologiques variées des différents pays. L'attrait essentiel des projets qui font appel à des stratégies com-

munautaires était leur aptitude à s'adapter aux situations locales, mais rien ne permet d'affirmer que ces stratégies, telles qu'appliquées dans les projets conduits au Ghana et en Tanzanie, par exemple, soient capables de tenir compte de la diversité agroécologique.

Variabilité des précipitations et des sécheresses.

Les projets que la Banque mondiale avaient mené à terme à la fin de l'exercice 06 ont tenu compte des situations d'urgence créées par les sécheresses, et ont aidé les autorités à établir des dispositifs de gestion des sécheresses. Ils n'ont cependant pas été en mesure d'aider des pays tels que le Malawi, par exemple, à élaborer une approche stratégique de long terme pour remédier aux causes fondamentales de l'insécurité alimentaire – autrement dit, à aider les pays à augmenter suffisamment leur productivité agricole afin de mettre un terme à la diminution des ressources alimentaires par habitant. À cet égard, si la Banque a concouru au développement de variétés améliorées de millet et de manioc au travers de son aide à la recherche, elle n'a pas su mesurer le rôle capital que le manioc peut jouer au service de la sécurité alimentaire dans la majorité des pays.

Faible fertilité des sols. La Banque mondiale a participé à plusieurs projets internationaux et régionaux dans ce domaine, notamment à l'initiative régionale *TerrAfrica*, lancée en 2005. Ce partenariat pluridimensionnel est censé favoriser une approche collective à la gestion durable des terres dans la région. Les opérations de prêt de la Banque semblent toutefois avoir abordé la fertilité des sols sous un angle écologique plutôt qu'en termes de productivité agricole.

Approvisionnement en eau. Bien que la Banque mondiale ait établi que des investissements dans l'irrigation s'imposaient, elle n'a consacré que très peu de prêts à cet objectif. Ses interventions à l'appui de la gestion de l'eau dans les zones non irriguées ont atteint des objectifs matériels mais, étant donné la médiocrité du suivi et de l'évaluation, il est difficile de définir ce qui a fonctionné ou pas.

Semences améliorées. La Banque mondiale a participé au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), dont le concours dans ce domaine a été notable. Les projets qu'elle a conduits ont également offert la possibilité de tester les technologies et de les développer, comme en Éthiopie et au Togo. Cela étant, les opérations associées aux semences n'ont à ce stade apporté qu'une modeste contribution à l'augmentation de la production agricole. Les projets de la Banque mondiale n'ont pas non plus été en mesure de résoudre le problème de l'usage limité que les agriculteurs font des semences en raison de l'accès difficile aux intrants complémentaires.

Accès des agriculteurs au crédit et à la finance rurale.

Globalement, l'aide de la Banque mondiale dans ce domaine stratégique a été limitée. Outre l'insuffisance des capacités institutionnelles des pays clients, cette faiblesse s'explique par les mauvais résultats des projets dans ce domaine qui tiennent, entre autres, à l'application déficiente des directives de la Banque, surtout en ce qui concerne les critères de sélection des intermédiaires financiers et de leurs prestations. La Banque mondiale doit élaborer et superviser plus soigneusement ces opérations, et continuer d'examiner toutes les solutions envisageables pour définir au mieux comment donner aux agriculteurs les moyens dont ils ont besoin pour accroître leur productivité et leurs revenus.

Médiocrité de l'infrastructure de transports.

Les interventions financées par la Banque mondiale dans le secteur agricole n'ont que faiblement concouru à l'amélioration de l'infrastructure de transport pour faciliter l'accès aux marchés et, partant, le développement de l'agriculture.

Insuffisance des opérations de vulgarisation agricole.

La Banque mondiale a sensibilisé les clients à l'importance de la vulgarisation pour le développement agricole. Elle appuie actuellement divers projets conduits en partenariat (partenariats public-privé ou déterminés par la demande, organisations non gouvernementales, etc.), en Ouganda par exemple. Il faudrait toute-

fois systématiquement évaluer les coûts, l'efficacité et la viabilité de ces projets.

Réforme des prix et de la commercialisation. Bien que les résultats varient selon les pays, les mesures appliquées par la Banque mondiale ont permis d'améliorer la conjoncture macroéconomique et la discipline budgétaire dans plusieurs pays. Ces réformes n'ont cependant pas suffi à stimuler l'investissement privé dans divers domaines stratégiques d'où le secteur privé s'est retiré. Par conséquent, la plupart des pays africains font face aux prix exorbitants des engrais, à la production insuffisante de semences, à un système de transports défectueux, et à l'accès limité au crédit. Si le processus de réformes n'a eu que peu de retombées favorables sur la production alimentaire, il a dynamisé la production de cultures d'exportation non traditionnelles, comme les mangues au Mali et les fleurs au Kenya. Au-delà de son action à l'échelle de chaque pays, la Banque est intervenue pour que le cycle de négociations de Doha serve véritablement le développement et a plaidé en faveur de la suppression des subventions à l'agriculture des pays de l'OCDE dans les instances internationales. Elle n'a toutefois obtenu que peu de résultats à ce jour.

Précarité du régime foncier. Les études analytiques réalisées ont permis de mieux appréhender les régimes de droits fonciers. Étant donné ses sensibilités politiques, sociales et culturelles, la Banque mondiale a cependant jugé difficile d'apporter une aide efficace dans ce domaine.

En 2005, le Groupe de travail sur la faim du projet Objectifs du Millénaire a abouti à la conclusion que l'ODM consistant à diminuer la faim de moitié d'ici à 2015 était réalisable. Le développement de l'agriculture africaine est l'élément capital à la concrétisation de cet objectif. La Banque mondiale est en mesure d'y apporter un concours essentiel, puisqu'elle est l'une des sources majeures de financement du développement pour l'agriculture et peut conseiller les autorités quant aux mesures à adopter.

Conclusions essentielles quant aux facteurs de performance de la Banque mondiale et des pays

Les facteurs de performance de la Banque mondiale

- La stratégie de l'institution pour le développement du secteur agricole s'inscrit dans le cadre de sa stratégie rurale et, avec le temps, la place de l'agriculture dans cette stratégie a rétréci. En conséquence, les compétences techniques nécessaires pour œuvrer valablement au développement agricole se sont peu à peu émoussées, phénomène qui a à son tour entretenu cette situation. Selon les chiffres communiqués par le Département des ressources humaines de la Banque mondiale, 17 experts techniques du Département de l'agriculture et du développement rural étaient chargés de l'Afrique subsaharienne en 2006, alors qu'ils étaient 40 en 1997.
- C'est essentiellement au travers d'études analytiques que la Banque définit l'état de développement d'un pays et les priorités dans le secteur agricole. Jusque très récemment, ces études étaient peu nombreuses et difficilement accessibles. Qui plus est, leurs conclusions n'ont guidé ni le dialogue de la Banque avec les autorités des pays clients, ni l'élaboration des programmes de prêt.
- Les conseils de la Banque semblent avoir fortement influencé l'orientation du développement agricole dans les pays africains, notamment ceux associés au programme d'ajustement. Les résultats n'ont toutefois pas été à la hauteur des attentes en raison, notamment, d'un appui politique insuffisant et d'une appréciation incomplète des réalités sur le terrain.
- Les systèmes de données de la Banque mondiale et l'aide au suivi et à l'évaluation n'ont pas permis d'éclairer de manière satisfaisante les opérations engagées par l'institution pour développer l'agriculture sur un large front en Afrique. Les systèmes de données actuels ne lui permettent pas de suivre suffisamment en détail les montants alloués à la mise en place d'opérations spécifiques comme le dévelop-

pement des semences et le crédit. Le suivi et l'évaluation à l'échelon des projets n'ont guère permis de répondre aux questions fondamentales portant sur leurs résultats, leurs retombées et leur efficacité, pour savoir par exemple quels en ont été les bénéficiaires, quelles cultures ont bénéficié d'une aide et selon quelles modalités, quelle a été leur rentabilité comparative, et à quels facteurs les progrès sont imputables.

Les facteurs nationaux

- Malgré les failles persistantes de la gouvernance dans plusieurs pays africains, l'engagement politique des pays clients envers le développement de l'agriculture semble plus ferme qu'auparavant. Les gouvernements africains, dont beaucoup allouaient moins de 1 % de leur budget à l'agriculture, ont convenu au Sommet de l'Union africaine, qui s'est tenu en juillet 2003, d'affecter au moins 10 % des ressources budgétaires nationales à des programmes destinés à favoriser la croissance agricole au cours des cinq prochaines années.
- La capacité de recherche agronomique existante est considérable, mais la viabilité des opérations soutenues par la Banque reste aléatoire. Dans l'ensemble, la capacité de l'administration publique de plusieurs pays demeure insuffisante, et les ministères de l'agriculture sont encore des partenaires relativement inefficaces pour favoriser le développement du secteur agricole. Bien que d'autres analyses s'imposent, l'étude a révélé que les projets à forte composante agricole exécutés dans les pays où les conditions sont moins propices à l'agriculture ont enregistré de meilleurs résultats que des projets analogues conduits dans des pays aux conditions plus favorables, ce qui semble indiquer que d'autres facteurs, tels que l'économie politique et la capacité nationale, font également obstacle au développement de l'agriculture en Afrique.

Recommandations

Pour appuyer utilement la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique et l'objectif prioritaire de

développement agricole qu'il s'est judicieusement fixé, l'IEG formule à l'intention de la Banque mondiale les recommandations suivantes :

1. Privilégier l'amélioration de la productivité agricole :
 - Établir des objectifs réalistes en matière d'expansion de l'irrigation et prendre conscience de la nécessité d'augmenter la productivité de l'agriculture non irriguée par l'amélioration de la qualité des terres et par la gestion de l'eau et des sécheresses.
 - Participer à l'élaboration de mécanismes efficaces, dont des partenariats public-privé, pour fournir aux agriculteurs les intrants indispensables, notamment des engrais, de l'eau, des crédits et des semences.
 - Appuyer le développement des infrastructures de commercialisation et de transport.
2. Améliorer ses études dans le domaine de l'agriculture :
 - Augmenter la quantité et la qualité des études analytiques portant sur l'agriculture et veiller à ce que ses opérations de conseil et de prêt se fondent sur leurs conclusions.
 - Appuyer les analyses des dépenses publiques de manière à évaluer les ressources disponibles pour l'agriculture et à définir ses propres priorités.
 - Restaurer ses compétences techniques à partir d'une évaluation complète de ses lacunes actuelles.
3. Établir des indicateurs afin de mesurer les progrès :
 - Perfectionner les systèmes de données pour mieux suivre les opérations qu'elle finance.
 - Consolider le dispositif de suivi et d'évaluation pour rendre compte des activités conduites dans le cadre des projets dans diverses zones agroécologiques, et pour différentes cultures et catégories d'agriculteurs, y compris les femmes.
 - Mettre sur pied un système permettant de coordonner les opérations agricoles à l'échelle des pays en fonction de leur réseau routier, de la proximité des marchés et des conditions édaphiques.